

Climat : l'agenda des mobilisations avance plus vite que celui des négociations !

MEDIAPART -16 février 2015 | Par ATTAC FRANCE

Du 8 au 13 février, les représentants des pays membres de l'ONU étaient à Genève pour « nettoyer » le texte de négociation en vue de la conférence de Paris en décembre 2015. Résultats : le texte a doublé de volume et aucun point dur n'est levé. De leur côté, les mouvements pour la justice climatique viennent de finaliser un agenda commun de mobilisations pour l'année 2015.

La session de négociations de Genève devait permettre aux représentants des pays membres de l'ONU de « nettoyer », et réduire, le texte de 38 pages issu des négociations de la conférence de Lima (décembre 2014) (compte-rendu [ici](#)), selon l'objectif assigné par Laurence Tubiana, négociatrice en chef du gouvernement français. « Nous devrions quitter Genève avec un texte plus clair et plus simple » pronostiquait même Thomas Spencer de l'IDDRI, un organisme très proche du gouvernement. D'autres observateurs souhaitaient que Genève aboutisse sur un texte « rationnel, concis, gérable et négociable ».

Ces « spécialistes » des négociations climat ont manifestement manqué de clairvoyance. A Genève, le texte de négociations a plus que doublé de volume, pour atteindre plus de 80 pages. Aucun des nombreux points durs qui persistent depuis de longs mois n'a été levé : toutes les discussions portant sur la nature juridique du futur (et éventuel) accord, sur la forme et le niveau des contributions nationales, sur les mécanismes de contrôle et de vérification de ces contributions, ou encore sur l'avenir des principes d'équité et de différenciation des pays etc. sont tout simplement reportées à la prochaine session de négociations, qui se tiendra à Bonn début juin. Soit à peine six mois – ce qui est très peu pour solutionner tous ces points de divergence dans le cadre d'une négociation multilatérale – avant la conférence internationale qui se tiendra à Paris début décembre.

Que s'est-il donc passé à Genève ? Les deux (nouveaux) facilitateurs des négociations, l'Algérien Ahmed Djoghlaoui et l'Américain Daniel Reifsnyder, veillant à n'exclure aucune proposition, ont invité les représentants des pays à compléter le texte issu de Lima de manière à ce que l'ensemble des propositions et options soient bien mentionnées dans le texte. Ainsi complété, ce texte va être traduit dans les langues officielles de l'ONU puis il sera transmis officiellement aux Etats en tant que texte officiel de négociation. Les derniers jours de négociation de Genève ont été consacrés aux méthodes de travail et prochaines échéances, sans ne jamais entrer dans l'examen des points qui font débat.

Salué comme une « étape clef » sur la route de Paris, ce texte semble satisfaire tous les pays et groupes de pays : il est découpé en plusieurs chapitres (objectifs, adaptation, financements, etc) qui sont eux-mêmes dotés de longues listes d'options constituant les propositions, souvent contradictoires les unes avec les autres, des différents Etats. Ainsi, l'option 1 de l'article 5 prévoit que chaque pays s'engage à des réductions d'émissions en fonction « des circonstances nationales » tandis que l'option 4 propose de partager entre les Etats un budget carbone maximal permettant de ne pas dépasser les 1,5 °C de réchauffement climatique global : deux options diamétralement opposées portées par des pays aux intérêts divergents.

Difficile donc de comprendre pourquoi il faudrait se féliciter de « l'esprit de Genève » comme nous invitent à le faire bon nombre de négociateurs et d'observateurs, alors que cet état d'esprit transcrit seulement la volonté de ne pas débattre de ce qui ne fait pas accord ! Un comble pour des négociations internationales multinationales ! Comme si un consensus satisfaisant vis-à-vis de l'urgence climatique pouvait être obtenu sans heurts entre des pays aux intérêts divergents et réticents à agir.

A « l'esprit de Genève », opposons l'esprit de Créteil !

Dans une ambiance constructive, chaleureuse et déterminée, plus de 300 militant-e-s et activistes du climat, venus de toute la France et des pays voisins, se sont retrouvés à Créteil, en région parisienne, ce samedi et dimanche 14 et 15 février. A l'invitation de la Coalition Climat 21, qui regroupe l'ensemble des syndicats, ONG et mouvements sociaux du pays désireux de construire un mouvement pérenne pour la

justice climatique, ces deux jours de réunion visaient à déterminer et préciser un agenda commun de mobilisations pour toute l'année 2015 et au-delà. Objectif atteint puisque toute une série de dates et de propositions sont désormais confirmées :

les 30 et 31 mai, peu avant la semaine intermédiaire de négociations de Bonn, mais également le G7 qui se réunira en Bavière, le sommet UE-Amérique Latine à Bruxelles, et toute une série d'autres événements internationaux, objectif a été fixé d'organiser mille initiatives pour le climat partout en France et dans le reste du monde !

les 26 et 27 septembre, à Paris et dans de nombreuses villes, il est proposé de multiplier les initiatives citoyennes mettant en avant les expériences alternatives en matière de transition écologique, sociale et démocratique, comme ce sera le cas avec le processus Alternatiba qui fera étape en Ile-de-France à l'occasion de l'arrivée du tour en tandem !

l'agenda des initiatives avant, pendant et après la conférence de l'ONU sur le climat qui se tiendra sur l'aéroport du Bourget en décembre prochain est également précisé et toutes les informations seront rapidement disponibles sur le site de la coordination de la Coalition Climat 21 ;

Toutes et tous mobilisé-e-s pour la justice climatique ! Toutes et tous mobilisé-e-s pour la justice climatique !

Il est impossible ici de résumer les dizaines ou centaines d'initiatives déjà sur les rails, qu'elles soient menées par des organisations ou des pools d'organisations, ou par des collectifs citoyens sur les territoires. Néanmoins, un sentiment général se dégage : beaucoup ont insisté sur la nécessité de mettre l'accent sur des actions et initiatives dont la date de péremption ne coïncidera pas avec la fin de la conférence de Paris. A l'exemple de Bizi !, ce groupe citoyen altermondialiste né à l'occasion de la mobilisation de Copenhague, il est proposé que toutes les initiatives à venir puissent constituer le terreau de collectifs citoyens qui perdurent et se renforcent au delà de la conférence Paris2015.

Les exemples ne manquent pas : se battre ici pour de nouvelles pistes cyclables et montrer que les deniers publics peuvent être utilisés pour des projets pertinents plutôt que pour financer des projets inutiles et climaticides, s'engager dans des expériences alternatives de logement ou de production pour relocaliser des activités et interpeller les pouvoirs publics sur leur action en la matière, démultiplier les actions de sensibilisation contre les pratiques d'évasion fiscale des banques (voir cette action de Bizi!) alors que des financements sont nécessaires pour la transition et les services publics. Ou encore connecter des sujets disjoints qui ne le sont pas : les grandes orientations des politiques de recherche pourraient être plus à l'écoute des enjeux de transition écologique et sociale, tout comme il apparaît aberrant de négocier le Tafta et le Ceta quand on prétend à l'exemplarité en matière de lutte contre les dérèglements climatiques.

C'est donc avec plein de courage, de détermination, d'envie de travailler ensemble et de bonne humeur que les militant-e-s et activistes pour le climat présent-e-s à Créteil ont mené leurs discussions tout au long du week-end. Cet « esprit de Créteil », nous semble bien plus porteur d'espoir et d'initiatives en faveur du climat que « l'esprit de Genève » issu de négociations qui n'en finissent plus de reporter au lendemain toute véritable lutte déterminée contre les dérèglements climatiques.

Maxime Combes, membre d'Attac France et de l'Aitec, engagé dans le projet Echo des Alternatives